

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COLLECTIF TNE-OE LE SAMEDI 14 SEPTEMBRE 2019 A PARAZZA, DOMAINE VIALA

28 présents : Dominique Boury, NostraMontanha (81)dominique.boury@sfr.fr; Jacques Biau, Nostra Montanha (81)biau.jacques81@gmail.com; Nicole Joncret, NostraMontanha (81) nicole.joncret@sfr.fr; Emmanuel Forichon, Calelh (81)calelh@orange.fr; Michèle Audhuy, Calelh (81)michele.audhuy-peaudecerf@orange.fr; Alain et Odile Coulet, Présent de garrigue (30)calaincool@gmail.com; Konrad Burchardt, Vents à contre courant (82)vacc82@outlook.fr; Françoise Marchand, Hurlevent (34) marchandfran@gmail.com; Marcel Caron Hurlevent (34)marcel.caron.34@gmail.com; Michèle Solans, Protection Somaillet Pechs et Garrigue (34)solans.michele@gmail.com; Guy BrincourtSauvegarde des paysages des 7 collines; (34)brincourt.guy@wanadoo.fr; MarjolaineVilley-Migraine, Collectif 34-12 et VPPN (34)marjolaine.villey@gmail.com; Dominique Migraine, Collectif 34-12 et VPPN(34)domigraine@gmail.com; Pierre Montane, lespeolstop - Basse valléede l'Aude (34) pfb.montane@orange.fr; Jean Blin, Collectif le vent tourne (66) jblin.surre@gmail.com; Jérôme Riera de Castells, Collectif le vent tourne (66)jerome.riera@hotmail.com; Jean Giralt Collectif le vent tourne (66)jmedia@wanadoo.fr; Carole Cluzan Collectif le vent tourne (66); Henri Masson, Collectif 34-12(12) h.masson@hotmail.com; Anne-Marie Citton, Patrimoine Environnement territoire du pays belmontaisrobert.citton@club-internet.fr; Bruno Ladsous, Protégeons nos espaces pour l'Avenir (12) et délégué régional SPPEF ladousbruno@gmail.com; Brigitte Courcier, Les collectifs du transformateur Saint Victor et Melvieu (12) brigitte.courcier@wanadoo.fr; Gérard Jacquinot VPPN, gerardjacquinot@sfr.fr; Patrice Lucchini, Vent mauvais (11) ventmauvais.association@nordnet.fr; Régis Cogranne, Apromi-co (11) regis@domaine-du-viala.fr; Philippe GouzeApromi-co (11)association.apromico@gmail.com; Kevin Jeanroy, CCCV/Corbières et délégué Speff (11)kevinjeanroynoever@hotmail.com;

Une réunion des co-secrétaires(Dominique Boury, Françoise Marchand, Emmanuel Forichon, Bruno Ladsous, Michèle Solans, Patrice Lucchini, Konrad Burchardt, Jacques Biau; excusés Marie-Noëlle Moly -66 - Michel Valette - 48 et Jean Pougnet- 34) s'est tenue avant l'assemblée plénière, et c'est Dominique qui a fait, en introduction de la journée et avant le tour de table, un point sur le contexte général et notre stratégie.

Quelques éléments de réflexion stratégique

Les gilets jaunes, les mobilisations climats, la nature à la fois répressive et régressive au plan environnemental des décisions gouvernementales modifient profondément le contexte de notre action.

Les premiers - en positif - parce qu'ils rendent visible une partie des populations que l'on représente et leurs préoccupations massives mais négligées (précarité énergétique, respect des populations oubliées, justice environnementale). Leur forme de lutte et leur impact sont à prendre en considération. Des tentatives locales de prise de contact ont été faites (Aveyron, Hérault, P.O...). Il est clair que les mesures de contraintes (même au nom de la transition écologique) sont de plus en plus largement rejetées.

Les jeunes pour le climat - en questionnement - mettent en porte-à-faux notre non radical à toute éolienne industrielle. Nous devons donc plus argumenter contre la polarisation exclusive autour de la question du climat, parce qu'elle laisse de côté la dimension systémique des dérèglements en cours (épuiement des ressources, agressions contre la biodiversité, artificialisation des sols et déforestation, pollution atmosphérique, etc.), en restant conscients que l'abandon nécessaire des énergies fossiles nous condamne à ne pas nous contenter d'une opposition de principe. Notre démarche avec Repòsta (déposé en Région, à lire sur <https://toutesnosenergies.fr/index.php/transition-energetique/>) est un élément de ce positionnement, que nous devons convertir en « slogans » audibles.

Le gouvernement - répressif et régressif - met la pression au profit des promoteurs et des investisseurs, (politiquement et juridiquement); il a durci sensiblement son niveau de répression (criminalisation des mouvements sociaux); il combine avec duplicité un verdissement de son discours et une complicité avec les lobbys, alors qu'il publie à tour de bras des décrets limitant la protection de la biodiversité.

De plus notre position (encore) minoritaire se heurte à l'embargo dont nous sommes victimes de la part des médias quotidiens régionaux.

Mais quelques indices laissent à penser que le vent tourne ! Multiplication des articles et émissions - TV, radios... - où le problème que posent les centrales d'éoliennes industrielles est abordé. L'invitation à la commission parlementaire de Julien Aubert, le contenu des interventions de madame Wargon en Aveyron et la perspective d'un groupe de travail autour de Madame Borne, le communiqué commun LPO-FNE-association du Larzac-SPPEF et TNE, notre place au Parlement Montagne et à l'Assemblée des Territoires semblent indiquer un changement d'attitude ou du moins, une prise en compte du sens de nos luttes, appuyée par les difficultés de l'éolien en Allemagne, et la prise de conscience du prix de plus en plus élevé de ces EnR.

Entre autres illustrations : S. Bern, 5/09/19, Valeurs Actuelles, « *Au mois de mai, j'ai survolé la Beauce avec le président de la République, Je lui ai dit : « regarde comme ce pays est couvert d'éoliennes », il m'a répondu : « oui, je crois que les Français n'en veulent plus » !*

Emmanuel a écrit une note résumant les principaux thèmes de notre positionnement qui portent principalement sur les caractéristiques d'une transition énergétique acceptable, parce qu'elle est élaborée collectivement, parce qu'elle ne confond pas le progrès humain et la croissance économique, parce qu'elle est territorialement différenciée. Reposta illustre bien notre visée : un projet énergétique alternatif, reflétant les aspirations et les compétences des populations concernées, valorisant les ressources propres de la région. Cette démarche est la base du dialogue que depuis des mois nous menons avec nos partenaires associatifs ou syndicaux (FNE, LPO, Anticor, SPPEF, Confédération paysanne...) et que nous recherchons auprès des autorités régionales et nationales.

L'existence d'autres regroupements régionaux, appuyés par les fédérations nationales, est aussi un élément du rapport de force.

Sur notre fonctionnement

Pour rappel, les documents de référence produits par le collectif, et en particulier REPOSTA, les notes rédigées par l'un ou l'autre, sont en quelque sorte des « utilitaires » mis à disposition des associations et en aucun cas une « doctrine ». Ils sont faits pour servir de support pour les associations dans leurs luttes et pour les représentants de TNE/OE dans les différentes rencontres et les différents partenariats que nous engageons. Ils sont faits aussi pour évoluer et s'adapter en fonction du contexte socio-politique dans lequel nous vivons, et en fonction des connaissances que nous acquérons, notamment grâce au travail des commissions, mais aussi grâce aux partenariats qui nous semblent importants pour avancer.

TNE/OE doit rester l'instrument d'une démarche - vigilante, combative et constructive - de citoyens attachés à leur territoire, face à une transition qu'ils ressentent mal menée (et malmenée). Notre expertise est une expertise citoyenne, dont la légitimité n'a rien à envier à celle des experts techniques et scientifiques. Nous serons utiles aux associations si nous les aidons à aborder un certain nombre de questions : Comment penser et agir face à des projets qui bouleversent nos territoires ? Comment se situer par rapport au mot d'ordre général de la transition et à ses diverses traductions ? Doit-on accepter d'en subir certaines ? Peut-on être acteurs de certaines autres ? Quels sont nos alliés, qui sont nos adversaires ? etc..

Tour d'horizon /tour de table

Chacun.e a évoqué, qui des difficultés (avec l'administration, les dossiers mensongers des promoteurs, les besoins d'argent quand un avocat est nécessaire, la partialité de certains journalistes ...) qui des victoires, des mobilisations intéressantes, mais tous ressentent une augmentation de la pression des industriels et celle du gouvernement sur les préfets.

Patrice a rappelé les 9000 signatures acquises, de fêtes locales en manifestations ou sur internet, cet été, pour un moratoire sur l'éolien dans la Montagne noire ; l'injonction rare du tribunal d'appel de Marseille, sommant le préfet de l'Aude de revenir sur son avis défavorable au promoteur RES sur un projet à Sambres et d'exécuter ses ordres immédiatement, pendant que sur la Braquette un repowering est prévu pour des éoliennes en fin de vie financière donc pour reconduire « le tarif garanti ». **L'Aude** continue à être saturée. **Régis**, lui, dénonce des situations inadmissibles, comme celle d'avoir prouvé au tribunal qu'un dossier de promoteur était faux et mensonger, d'avoir perdu et de devoir aller en Conseil d'Etat !

Kevin pour les Corbières souligne que le futur PNR dit ne vouloir (comme pour l'Aubrac) aucune éolienne, mais il craint ces rumeurs portées par les élus et les promoteurs comme quoi le projet d'un transfo et machines qui vont avec, serait abandonné...jusqu'aux municipales ?!

Suit un échange sur ce que nous devrions faire vis à vis des candidats, à savoir, les interroger concernant leur position sur les EnR industrielles, voire pour certains l'idée d'investir ces élections.

Dans les P.O, Jacques nous rappelle les soutiens des maires des communes des Aspres (11 sur 19) contre les 6 éoliennes prévues à Passa, sachant que la SAS Eléments (groupe belge de fonds d'investissement) prévoit près d'une vingtaine d'autres lieux d'implantation ! **Jérôme** nous précise que les 119 espèces protégées ont été répertoriées et à ses frais (22 000 €) par un adhérent, prouvant du coup que le dossier du promoteur était mensonger. Dossier qui part à la Dreal et bizarrement se serait retrouvé sur le bureau de l'investisseur, lequel peut alors tranquillement revoir sa copie !

L'enquête publique, à laquelle nous nous devons de participer en veillant à bien localiser les motivations de nos avis, est ouverte jusqu'au 27/09, alors qu'un conflit d'intérêt vient d'être révélé par un hebdo départemental (Le Travailleur catalan) : le fils du directeur de la Dreal étant le chef de projet d'Eléments !!

Côté **Tarn**, « l'autre **Jacques** » évoque les soucis que nous allons devoir affronter au vu de la multiplication des projets en plein cœur du PNR Haut Languedoc : comme si, plus le plafond des 300 éoliennes approche, plus la pression monte. Tarnais et Héraultais seront présents aux réunions publiques qu'organise le Parc en perspective de sa prochaine charte ; autrement dit, pour éviter qu'on nous plante 300 éoliennes de plus !

Alors qu'**Alain** pensait que la co-visibilité avec le Pont du **Gard** nous avait sauvé des projets sur St Victor Lacoste et Valliguières (beaucoup d'avis défavorables dont celui du préfet), et après un passage au tribunal qui donne raison au préfet, le promoteur fait appel. Et là, comme chacun peut le comprendre ce sont des dépenses importantes d'avocat

pour leur association, quand les industriels peuvent eux, se payer les meilleurs cabinets ... pas sûr pour autant que le promoteur gagne, mais c'est épuisant !

Sur le « plateau survolté de L'Amassada », au sud de l'**Aveyron**, **Brigitte** nous explique que la vie est dure : alors qu'ils se préparent à être expulsés par RTE, les gardes à vue, PV, convocations au commissariat se multiplient. C'est quasi un climat de guerre pesant sur les militants. Côté judiciaire, après une victoire concernant une astreinte de 2000€ demandée par RTE, la seconde réclamée de 500€ a été jugée à leur détriment. Les associations ont attaqué l'industriel au tribunal sur les irrégularités de l'enquête publique, l'illégalité, l'inutilité, les nuisances du méga-transformateur prévu à St Victor-et-Melvieu. Car la mobilisation ne faiblit pas et les centaines de participants à leur fête du vent ont été une belle marque de soutien.

Anne-Marie intervient pour rappeler l'importance de suivre et de bien lire les délibérations et décisions des élus, concernant en particulier le SCoT, le PCAET et tout ce qui s'y rattache. En étant attentifs, son association aveyronnaise a déposé en préfecture des délibérations bourrées d'erreurs et pourtant votées à... l'unanimité !

Bruno insiste en soulignant le manque de mobilisation de nos adhérents sur cet amont de tous les projets éoliens, alors que c'est très important.

Il enchaîne en nous faisant part de ses démarches au niveau national (avec Vent de colère, FED, SPPEF...) pour protéger les zones proches de celles labélisées Unesco (exemple du bien Unesco Causses et Cévennes) , Grand Site de France, Natura 2000 etc. ainsi que des avancées lors d'entretien avec Mme Wargon qui dit vouloir « nous » associer aux groupes de travail ; enfin il évoque l'audition que le Ceser (appelé à donner fin 2019 un avis sur le projet de SRADDET) accorde à TNE-OE.

Dans l'**Hérault**, les projets ne manquent pas, les oppositions non plus et parfois victorieuses comme celle que **Guy** évoque à Puissalicon ; ou encore **Pierre** avec un permis de construire accordé pour Lespignan mais pas le permis d'exploiter ; celle qui a fait arrêter les éoliennes d'Escandorgue, même s'il faut tenter un recours pour les démanteler, comme le précise **Marjolaine**. Entre temps, le promoteur, lui, fait appel sur l'arrêt des machines en demandant un nouvel arrêté d'autorisation d'exploiter, d'où un risque dans le calendrier ; **Marcel** rappelle qu'EDF-EN est bloqué sur Ferrières-Poussarou depuis plus de 10 ans, que son association attaque la dérogation obtenue pour pouvoir massacrer l'Aigle Royal et la lutte se mène pour éviter une zone industrielle du Caroux à l'Espinouse.

Enfin, **Philippe** pose quelques questions qui feront sans doute l'objet de discussions lors de notre prochain RDV :

- les enquêtes publiques servent-elles, dans le contexte actuel, à quelque chose ?
- peut-on attaquer sur le fond un projet industriel au tribunal ? (voir action de L'Amassada ?)
- quels moyens pour sensibiliser les gens, arrêter le mépris et les mensonges que nous subissons ?

A suivre quelques idées : actions nationales, et/ou coordonnées en Occitanie, conférences, organisations de moments festifs et d'échanges...

+ Voir les synthèses des 3 ateliers de l'après-midi.

Lors de la séance de l'après-midi, après la restitution des trois commissions plusieurs questions ont été abordées :

- CALEHL continuera d'assurer la trésorerie ; il faut trouver une autre association disposant du rescrit fiscal pour prendre le suite.
- Un appel général à payer les 20€ de participation au collectif : le nerf de la guerre !
- La commission énergie travaille à la rédaction d'un ouvrage « Les EnR pour les nuls ».
- Françoise avec l'aide de Gérard a réalisé un documentaire sur la difficile intégration de l'électricité produite par les EnR intermittentes et non pilotables dans le réseau national
- Jacques soutient l'idée d'une initiative nationale portée par les fédérations nationales (à relancer)
- Relayé par Michèle qui pense qu'il serait possible d'envisager une telle mobilisation au niveau régional + la proposition d'une tournée de conférences dans les villages avec un invité connu.
- Patrice appelle toutes les associations audoises à préparer en commun une rencontre avec le nouveau préfet.
- Henri évoque l'idée de création d'une ONG caisse de résonance et soutien financier (à discuter)

PROCHAINE REUNION PLENIERE OUVERTE A TOUS :
SAMEDI 1^{er} FEVRIER 2020 (lieu pressenti Lodève -34)